

M'SILA

Les enseignants paralysent la circulation

Dimanche, les deux artères à double sens du centre-ville du chef-lieu de la wilaya de M'sila étaient fermées à la circulation en raison d'un rassemblement des enseignants, tenu devant le siège de la wilaya, en signe de protestation contre le retard enregistré dans le versement de la paie du mois de décembre.

A rappeler que le personnel de l'éducation est généralement rémunéré entre le 10 et le 13 de chaque mois. Voyant que cette fois-ci le versement des salaires a dépassé le 17 du mois, sous la houlette du syndicat autonome Unpef, une centaine d'employés de ce corps se sont rassemblés pour faire part de leur colère au premier responsable de la wilaya, concernant notamment les dépassements des services de la paie et ceux du Trésor.

Les représentants de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef) ont été reçus au siège de la wilaya où

ils ont pris part à une réunion regroupant plusieurs responsables de l'exécutif, dont le trésor-

rier principal, le directeur de l'éducation, le directeur de la poste et le chef de la daïra de M'sila. Après un long débat, ils ont signé un accord portant sur le paiement du personnel de l'éducation à temps, à condition que le service de la paie dépose le folio de paie le premier de chaque mois auprès du service du Trésor. Ce dernier fait

son travail de vérification et remet la paie à la poste le dixième jour du mois, et celle-ci dispose de 48 heures pour virer les salaires dans les comptes des travailleurs.

En outre, cet accord englobe également le virement de tous les arriérés relatifs à la promotion due aux échelons et la prochaine prime de rendement notamment

des corps communs avant la fin du mois en cours.

Pour la paie de décembre, les responsables se sont engagés à ce qu'elle soit virée dimanche à partir de minuit, avec le nouveau salaire que le corps de l'éducation a pu obtenir après la grève nationale du mois d'octobre dernier.

A. Laïdi

POUR PROTESTER CONTRE LE NOUVEAU STATUT

Des inspecteurs du primaire boycottent un séminaire régional à Bouira

Présents, hier, au lycée Mohamed Seddik-Benyahia de Bouira, pour un séminaire régional de formation relatif à l'éducation préscolaire, les inspecteurs du primaire des wilayas de Bouira et Bordj-Bou-Arréridj ont décidé de boycotter cet événement afin de protester contre le nouveau statut particulier des travailleurs de l'éducation.

D'après un communiqué rendu public sur place par les 80 inspecteurs du primaire de ces deux wilayas, le boycott de ce séminaire de trois jours est venu en signe de protestation contre la classification qui leur a été faite dans le nouveau statut des travailleurs de l'éducation qui les met dans la catégorie 13 alors qu'ils étaient auparavant

classés à la 16/5 comme leurs homologues des deux autres paliers.

En outre, les inspecteurs rappellent que ce nouveau statut les a non seulement lésés du point de vue classification, mais également dans les missions qui leur sont dévolues. En effet, aux missions pédagogiques, que sont la formation, l'orientation

et l'évaluation qu'ils assuraient jusque-là, le nouveau statut leur adjoint d'autres missions administratives, lesquels n'ont rien à voir avec la noblesse du métier et qui pouvaient être largement assurées par des agents administratifs qui seront mis à leur disposition.

En tout état de cause, les inspecteurs interpellent le ministre de l'Education pour les rétablir dans leurs droits afin de se consacrer pleinement à leur noble mission au service de l'école algérienne.

Y. Y.

DJELIDA (AÏN DEFLA)

Un vice-président d'APC sous mandat de dépôt

Tout a commencé quand un habitant de la commune de Djelida était venu présenter un ordre de versement d'une somme de 96 000 DA pour l'acquisition d'une maison, un bien communal, lequel ordre de versement portait le cachet et la griffe du maire. Toutefois, apparemment, la signature n'était pas celle du maire.

Le P/APC, sûr de n'avoir jamais signé un tel document, s'en saisit et le présente au service de la PJ de la Sûreté de daïra de Djelida où il dépose plainte pour usurpation de signature et établissement d'un faux document administratif. L'intéressé titulaire de l'ordre de versement

est alors convoqué et entendu par la police. Il reconnaît que le document lui avait été remis par S. M., vice-président de l'APC. Comment se fait-il que la griffe et le cachet officiels aient été alors apposés sur ledit document ? Le chargé des cachets de la mairie, habilité à s'en servir, un fonction-

naire, est alors interrogé à son tour. Ce dernier reconnaît qu'il avait agi sur ordre du vice-président cité. Ne se contentant pas de ces témoignages, les enquêteurs ont alors convoqué S. M., le vice-président, et l'ont entendu. Bien sûr, il a commencé par nier les faits dont il est accusé. On lui fait rédiger et signer un document similaire.

Pour fonder l'accusation sur des preuves indéniables et irréfutables, les deux documents (original et copie) sont envoyés au laboratoire d'expertise grapholo-

gique de la police. La réponse des scientifiques ne fait plus de doute : le document a bien été rédigé par le vice-président qui a en même temps imité la signature du maire.

Accusé alors de faux et usage de faux, d'imitation de signature, le vice-président est entendu par le magistrat instructeur près le parquet d'Aïn Defla, qui, au regard des charges retenues, l'a placé sous mandat de dépôt mardi dernier.

Karim O.

TIARET

Un grand trafiquant de drogue écroué

Activement recherché depuis une année par les services de la police judiciaire pour trafic de drogue, le nommé A. Abdelkader a été enfin arrêté le week-end dernier à Mechra Sfa, au nord de la wilaya de Tiaret.

Agissant sur renseignements, les services de sécurité se sont déplacés sur les lieux où ils ont réussi à appréhender, en flagrant délit, le trafiquant et son complice alors qu'il s'apprêtait à écouler

une quantité de cannabis qu'il se serait procurée lui-même de Megrer, au Maroc. Ce dernier est connu comme étant le fournisseur principal en drogue de la région de Tiaret. Pour preuve, le

mis en cause a reçu pas moins de trois cents appels téléphoniques en l'espace d'une demi-heure sur l'un de ses mobiles, selon la police.

Selon les enquêteurs, l'individu en question, qui utilisait jusque-là une fausse carte d'identité pour échapper au contrôles de police, est impliqué dans plusieurs affaires dont celle liée à la

saisie de 7 kg de kif en décembre dernier. Le trafiquant en question a déjà écopé d'une condamnation par contumace à 15 ans de prison ferme, apprend-on. Présenté hier devant le procureur de la République pour répondre des chefs d'inculpation qui lui sont reprochés, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt.

Mourad Benameur

TLEMCEN

Plus de 1,2 quintal de kif saisi à Sidi Medjahed

Les éléments de la brigade du Darak el Watani de la commune de Sidi Medjahed ont saisi une grande quantité de kif évaluée à 1,2 quintal, et ce, suite à une information qui leur a permis la découverte de la drogue dans un garage.

Cinq personnes ont été arrêtées lors de cette opération et un véhicule de marque Peugeot 405 a été saisi, ainsi qu'une

importante somme d'argent. D'autre part, dans la daïra de Maghnia 30 quintaux de déchets ferreux (cuivre) ont été récupérés

au niveau d'un barrage à l'entrée de l'autoroute. Le camion a été mis en fourrière et le conducteur arrêté.

Ce genre de trafic est devenu courant sur ce tronçon autoroutier qui relie Tlemcen à la bande frontalière.

M. Zenasni

MILA

Les redresseurs défient Belkhadem !

Annoncé à Mila pour un meeting, le 24 du mois courant, Abdelaziz Belkhadem, secrétaire général du FLN, ne sera sûrement pas reçu avec des fleurs !

En effet, le coordinateur de wilaya du Mouvement de redressement et de l'authenticité, Abdeslem Belaâtar, fort de ses 1 300 adhérents/frondeurs, lui lance le défi, s'il veut mesurer sa popularité et le degré de légitimité de son actuelle direction, de «ne faire appel qu'aux cadres et vrais militants du parti.

Mais sachant qu'il ne lui reste aucune base militante favorable dans cette wilaya, les organisateurs vont faire du tape-à-l'œil en procédant, comme de coutume, au remplissage de la salle par quelques étudiants et des travailleurs du filet social», poursuit notre interlocuteur qui estime que «le FLN de Belkhadem n'est qu'une coquille vide à Mila, puisque les structures du parti sont hermétiquement closes et n'activent plus depuis belle lurette. Pour preuve, le bureau actuel de la mouhafadha ne s'est jamais réuni depuis son installation, il y a une année de cela».

Sans vouloir verser dans la violence ou tenter d'empêcher par un quelconque moyen le déroulement de cette rencontre, les redresseurs se disent mobilisés à toutes éventualités !

A. M'haimoud